

RFP #IC401587/ DDP #IC401587

The assessment and support of Measurement Canada's Quality Management System (QMS) for Accreditation and Registration / Évaluation et soutien du Système de management de la qualité (SMQ) de Mesures Canada pour l'accréditation et l'enregistrement

QUESTIONS AND ANSWERS NO. 1 / QUESTIONS ET RÉPONSES NO.1

This document is issued to answer questions from bidders regarding Industry Canada RFP #IC401587. ALL TERMS AND CONDITIONS OF THE RFP REMAIN UNCHANGED. / Ce document est publié pour répondre aux questions des soumissionnaires concernant la demande d'Industrie Canada DDP #IC401587. TOUTES LES MODALITÉS ET CONDITIONS DU DCO DEMEURENT SANS CHANGEMENT.

*****Version française ci-dessous*****

Question No. 1

We have seen this RFP and we were considering making a proposal but upon reading the RFP we are slightly confused.

The client seems to be looking for two different services, one being a project to migrate from ISO 9001:2008 to ISO 9001:2015 and the other project being a certification.

We specialize in helping organizations in obtaining their ISO certifications but we don't provide ISO Certification Registration. We do not do this because there is a need for a provider to do either implementation of the ISO systems or Registrations (which includes the formal 3rd party audit). This RFP is looking for a provider to do both and that is not common at all unless you look at major corporations such as *Firm*, *Firm* and some others. These large organizations can manage to have subsidiaries doing different type of business. SO as it stands right now only these major firms can provide the required services included in this RFP. That excludes many very qualified organizations like ours.

Furthermore, when implementing ISO system management, it is always strongly recommended to keep the separation between the implementer and the auditor. That ensures impartiality through the process.

Would the client be willing to review the RFP and separate the requirements so that one new RFP seeks services for the evaluation and migration from ISO 9001:2008 to ISO 9001:2015 and a second RFP that seeks for ISO 9001 QMS certification and registration?

Also, there is a requirement that the provider be ISO 9001 certified, if our proposal is acceptable, there is no real need for the evaluation and implementation provider to be ISO 9001 certified. What is required is for the provider to demonstrate their experience evaluating and implementing management systems, whether they are 9001, 20000, 27001 or others.

Answer No. 1

As stated in Section 3.0 – Background of the RFP, the client (Measurement Canada) has a mature quality management system (QMS) which has been implemented and registered to ISO since 2001. The client also has its own team of auditors with extensive training and experience in the implementation and auditing of QMS since they are required to audit external clients under their own Accreditation Program.

The client has successfully transitioned their registered QMS in the past from ISO 9002: 1994 to ISO 9001: 2000 and again to ISO 9001: 2008. The client has requested a gap analysis to obtain a third party view of what

changes, if any, are needed to successfully transition their QMS to ISO 9001:2015 prior to the expiry of its current registration certificate on September 14th, 2018. To maintain cost efficiencies, it is expected that the gap analysis will be conducted as part of the annual surveillance/maintenance audit activities which must be performed by the contractor in the Fall of 2016. The client will also conduct internal audits, utilising its own team of experienced auditors, to ensure their QMS is compliant to ISO 9001:2015 when the transition is made.

The 5 year contract as stated in the RFP is necessary to:

- a) Maintain continuity with all aspects of their QMS needs for a 5 year period, and
- b) To ensure there is no perceived contract splitting, as this is not permitted under federal contract procurement. The contractor may utilise a separate resource to perform a gap analysis but the primary resource responsible for the file is expected to be assigned and used for the duration of the 5 year contract.

The client has therefore requested that the bidder (contractor) be an ISO 9001 certification body for quality management systems and accredited by the Standards Council of Canada.

*****English Version above*****

Question No. 1

Nous avons pris connaissance de la présente demande de propositions (DDP) et envisageons de soumettre une proposition, mais après avoir lu la DDP, nous ne sommes pas certains de bien comprendre.

Le client semble avoir besoin de deux services différents : l'un pour la transition de la norme ISO 9001:2008 à la norme ISO 9001:2015 et l'autre pour une certification.

Notre spécialité est d'aider les organismes à obtenir leur certification ISO, mais nous ne sommes pas un registraire ISO. Un fournisseur devrait offrir soit des services de mise en œuvre des systèmes ISO, soit des services de registraire (qui comprennent l'audit officiel mené par une tierce partie). Cette DDP vise à trouver un fournisseur offrant les deux services, ce qui est très peu courant, sauf pour les grandes entreprises comme *Firme*, *Firme* et quelques autres. Ces grandes entreprises peuvent posséder des filiales dans différents secteurs d'activités. Dans le contexte actuel, il est donc évident que seules ces grandes entreprises peuvent offrir les services requis par la DDP, ce qui exclut bon nombre d'organismes très qualifiés comme le nôtre.

De plus, au moment de mettre en œuvre un système de management selon l'ISO, il est toujours fortement recommandé de bien distinguer le responsable de la mise en œuvre de l'auditeur. Cela permet d'assurer un processus impartial.

Le client accepterait-il de revoir la DDP afin de créer deux demandes distinctes, l'une portant sur des services d'évaluation et de transition de la norme ISO 9001:2008 à la norme ISO 9001:2015 et l'autre sur la certification et l'enregistrement du SMQ selon la norme ISO 9001?

Dans la demande, on mentionne également que le fournisseur doit être certifié selon la norme ISO 9001. Si notre proposition est acceptable, il n'est pas réellement nécessaire que le fournisseur de services d'évaluation et de mise en œuvre soit certifié selon la norme ISO 9001; ce que l'on exige habituellement du fournisseur, c'est qu'il démontre son expérience dans l'évaluation et la mise en œuvre de systèmes de management, peu importe qu'il soit certifié selon la norme 9001, 20000, 27001 ou toute autre norme.

Réponse No. 1

Comme il est indiqué à l'article 3.0 – Contexte de la demande de proposition, le client (Mesures Canada) a mis en place un système de management de la qualité (SMQ) bien rodé qui est enregistré selon l'ISO depuis 2001. Le client dispose également de sa propre équipe d'auditeurs ayant suivi une formation complète et acquis une vaste expérience dans la mise en œuvre et l'audit de SMQ, puisque ces derniers doivent mener des audits auprès de clients externes dans le cadre de leur Programme d'accréditation.

Dans le passé, le client a réussi la transition de son SMQ enregistré de la norme ISO 9002:1994 à la norme ISO 9001:2000, puis à la norme ISO 9001: 2008. Le client a demandé une analyse des écarts afin d'obtenir le point de vue d'un tiers sur les changements requis, le cas échéant, pour assurer une transition réussie du SMQ à la norme ISO 9001:2015 avant l'expiration du certificat d'enregistrement actuel, soit le 14 septembre 2018. Afin de réduire les coûts, le fournisseur devra réaliser l'analyse des écarts dans le cadre de l'audit annuel de surveillance et de maintien qui sera mené à l'automne 2016. De plus, l'équipe d'auditeurs chevronnés du client effectuera des audits internes pour faire en sorte que le SMQ soit conforme à la norme ISO 9001:2015, une fois que la transition aura été faite.

Le contrat, d'une durée de cinq ans, décrit dans la DDP vise à :

- a) assurer la continuité de tous les aspects requis du SMQ pendant une période de cinq (5) ans;
- b) faire en sorte qu'il n'y ait aucun cas perçu de fractionnement de marché, étant donné que cela n'est pas permis dans le cadre du processus d'approvisionnement du gouvernement fédéral. Le fournisseur peut avoir recours à d'autres ressources pour effectuer l'analyse des écarts, mais la principale ressource responsable du dossier devra être désignée et affectée au dossier pendant la durée du contrat (5 ans).

Par conséquent, le client demande que le soumissionnaire (le fournisseur) soit un organisme de certification selon l'ISO 9001 pour les systèmes de management de la qualité et accrédité par le Conseil canadien des normes.